



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation de Vencorex

Question au Gouvernement n° 453

Texte de la question

SITUATION DE VENCOREX

Mme la présidente . La parole est à Mme Élisa Martin.

Mme Élisa Martin . Monsieur le premier ministre, soyez raisonnable, nationalisez Vencorex, au moins provisoirement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS.*) Une proposition de loi présentée par Mme Chatelain et soutenue par tous les élus du bassin grenoblois et les députés de gauche est prête ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs des groupes SOC, EcoS et GDR.*)

Cette activité, qui existe depuis plus de cent ans, risque de fermer et d'autres avec elle par effet domino, comme Arkema et Rubis SA. En tout, 6 500 emplois sont menacés. C'est aussi notre souveraineté industrielle qui est en jeu dans des secteurs stratégiques comme la défense, le nucléaire et l'aérospatial. L'urgence appelle donc de la part de l'État une réponse rapide, transparente et à la hauteur de la situation, contrairement à la teneur de votre courrier du 21 février. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Cyrielle Chatelain applaudit également.*)

Depuis des mois, vous restez sourd à toute proposition, y compris celle de la reprise de l'activité par les salariés. Pire, vous mentez ! Il n'est pas vrai que Framatome reprendra des centaines d'emplois, ni qu'Ariane est prête à changer de fournisseur. Vous préférez abandonner tout ce secteur, comme le reste de l'industrie française, à la concurrence,...

M. Sylvain Maillard . Oh là là ! Mais vous n'aimez pas le travail !

Mme Élisa Martinvous n'avez que faire de ce bassin d'emploi et je ne parle pas des enjeux écologiques qui semblent être le dernier de vos soucis. La grève dure depuis décembre et nous vous alertons depuis des mois. Maintenant que la décision de liquidation est imminente et que nous nous retrouvons, par votre faute, toutes et tous au pied du mur, quand et comment comptez-vous agir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe EcoS. – Mme Marie-Noëlle Battistel applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics . Je fais suite à la réponse qu'Éric Lombard a déjà faite à votre collègue sur le même sujet. Vous l'avez dit, la situation est difficile s'agissant d'une entreprise pour laquelle l'ensemble des acteurs locaux et nationaux s'est mobilisé depuis dix mois. Je veux saluer, dans un esprit républicain et un esprit de mobilisation industrielle et économique collective, la recherche active de solutions qui a été menée par l'ensemble des acteurs.

Vous l'avez entendu dans la bouche d'Éric Lombard, l'actionnaire a fait le choix de ne plus supporter les pertes

de l'entreprise après y avoir injecté lui-même 400 millions d'euros. Il nous faut reconnaître les surcapacités qui existent sur le marché puisque 60 % des capacités mondiales seulement sont actuellement utilisées pour fabriquer les molécules produites en Isère. La tâche est donc immense, à la fois pour la reconversion des salariés et pour que cette plateforme industrielle retrouve un avenir, dans l'intérêt du territoire.

S'agissant de l'avenir des salariés, qui est la priorité absolue, tout le gouvernement est mobilisé. La ministre du travail Astrid Panosyan-Bouvet, avec qui j'échangeais à l'instant, me confirme la très grande mobilisation de l'ensemble des acteurs publics, pour que nous trouvions, salarié par salarié, une solution de reconversion, leurs compétences industrielles étant précieuses – vous le savez – pour le territoire dont vous êtes élue.

Seconde priorité : la plateforme industrielle doit être consacrée à un autre projet économique (« *Non !* » sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP) doté d'une viabilité à long terme. Nous sommes toujours à la recherche de lieux pour installer des usines et attirer des investisseurs étrangers. Ce sera notre mobilisation, celle de tout le gouvernement, notamment de Marc Ferracci, ministre de l'industrie.

Mme la présidente . La parole est à Mme Élisa Martin.

Mme Élisa Martin . Je vous écoute depuis des mois et je ne vois aucune solution émerger. Concrètement, que proposez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Cyrielle Chatelain applaudit également.*) Quelle réponse concrète et transparente pouvez-vous apporter s'agissant de la nationalisation et de la reprise de l'activité par les salariés ? Les discours creux et sans fin, ça suffit : nous voulons des solutions ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Élisa Martin](#)

Circonscription : Isère (3^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 453

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 6 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 mars 2025